

## **Pauvreté**

# **3,6 millions de salariés gagnent moins de 1.055 euros net par mois**

## **Article paru dans FO Hebdo n°3047**

**En régression continue depuis 1995, la paupérisation des salariés amorce une remontée depuis 2010.**

En 2011, 3,6 millions de salariés –sur 22,3 millions de salariés du privé et du public– gagnaient moins de 1.055 euros net mensuels, selon une étude du ministère du Travail publiée le 5 octobre. Parmi cette population à bas salaire, 674.000 salariés entraient dans la catégorie des très bas salaires, percevant moins de 791 euros par mois. Plus des trois quarts des emplois à bas salaire sont à temps partiel et près de la moitié sont en contrat à durée limitée: CDD, intérim, stages ou contrats aidés. En quinze ans, le profil type d'une personne touchant un bas salaire n'a guère changé: il s'agit d'une femme, âgée de moins de trente ans, en couple avec enfants, vivant en province, sans diplôme, occupant un emploi de service à temps partiel.

Les salariés pauvres sont en majorité des femmes (75%), des jeunes de moins de trente ans (28%) et des seniors (7,7%). Le secteur des services aux particuliers et le commerce concentrent à eux seuls deux millions de salariés à bas salaires. Le constat est d'autant plus préoccupant que cette paupérisation connaît un regain: de 18,9% en 1995, la proportion des salariés à bas salaire a diminué au tournant des années 2000, pour atteindre 14,9% en 2007, avant d'amorcer une remontée continue jusqu'à atteindre 16,1% en 2011. Les très bas salaires ont suivi la même évolution, passant de 11% en 1995 à 9% en 2007 et 10% en 2011.

### **75% de temps partiels**

Parmi les facteurs expliquant cette détérioration, l'étude pointe du doigt la «forte dégradation du marché du travail» à partir de 2008 et un temps partiel qui se maintient à un niveau élevé (18,6%). Il est loin le temps où ce taux n'était que de 8,2% (en 1982) avant de flamber au début des années 1990 et d'atteindre son maximum en 1998 à 18,1%. Record battu en 2011. Le temps partiel a germé sur le terrain des politiques publiques favorisant ce type d'emplois via des abattements et allègements de cotisations sociales. Et même si, au tournant des années 2000, plusieurs dispositions législatives ont rendu le temps partiel moins attractif dans le secteur privé, l'essor des contrats aidés a pris le relais dans le secteur public. Des Travaux d'utilité collective (TUC), enterrés, aux contrats d'avenir, ces contrats, essentiellement à temps partiel, se sont propagés au sein des associations, des collectivités territoriales, des établissements publics sanitaires et d'enseignement.

Dans le même temps, les services aux particuliers, dont le développement est soutenu par les pouvoirs publics depuis 1992, ont contribué de manière substantielle à accroître le temps partiel. Entre autres facteurs expliquant la progression des bas salaires, l'étude évoque encore la baisse des heures supplémentaires et la diminution, voire la suppression de primes ou compléments de salaires du fait de la crise. Ajoutée à cela la modération, voire le gel salarial, la bascule vers le bas salaire (24 euros de moins qu'un SMIC net) n'est parfois pas loin.

Pour enrayer cette chute, la confédération FO revendique une augmentation du pouvoir d'achat: relèvement

du SMIC à 1.350 euros net par mois, arrêt des rémunérations individualisées et aléatoires, hausse de 5% de la valeur du point d'indice des fonctionnaires, revalorisation de la prime transport à 400 euros par an, généralisation de l'équivalent d'un treizième mois pour tous... «L'augmentation du pouvoir d'achat des salaires est non seulement une nécessité sociale et économique, souligne FO, mais elle constitue la revendication majeure pour tous les travailleurs face aux plans d'austérité.»

**Jour après jour du 20/10/2012**